Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 23 (1999)

Artikel: La réintégration de la Suisse à l'histoire : les enjeux du passé entre savoir, mémoire et pouvoir

Autor: Studer, Brigitte

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1077980

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La réintégration de la Suisse à l'histoire

Les enjeux du passé entre savoir, mémoire et pouvoir

Brigitte Studer*

L'image d'une Suisse qui, tel un bloc erratique, s'élèverait immuable et tranquille au milieu d'un monde en perpétuel mouvement appartient sans doute définitivement au passé.[1] Si la Suisse s'est en quelque sorte absentée durant des décennies de l'histoire en se forgeant une mémoire marquée par la continuité et la stabilité et dont les ruptures et le changement étaient presque totalement absents, elle est aujourd'hui en train de devoir recréer une nouvelle identité nationale. Il y a plusieurs raisons à cela sur lesquelles il faudra revenir. Pour commencer, j'aimerais toutefois réfléchir aux causes et aux modalités de la construction d'une mémoire publique largement statique. Pour cela, il s'agira de s'interroger sur les périodes clés de ce processus et de l'évolution du répertoire mémoriel mis à disposition par l'histoire, ce qui fait immédiatement entrer en jeu l'élément du politique. Ensuite, dans une perspective historique et critique, il s'agira d'esquisser rapidement les formes et les fonctions des principales figures symboliques mises en scène par l'histoire nationale autant que par la mémoire publique. Je terminerai en évoquant les limites inhérentes à tout travail historique, mais aussi ses possibilités et ses enjeux dans le débat actuel.

Il aura fallu attendre 150 ans – ou presque – pour qu'une commémoration officielle rattache notre Etat à la création de l'Etat fédéral de 1848. Autant en 1891 qu'en 1941, puis encore en 1991, l'ancrage historique s'est fait bien plus en amont. (En effet, même la commémoration de 1948, la première célébrant 1848, se réfère très largement à 1291.) Dans son message à l'Assemblée fédérale du 14 décembre 1889 en vue de l'organisation d'une fête nationale, le Conseil fédéral désigne le 1er août 1291 comme date originelle de la Confédération. Du «vœu d'union éternelle» entre les Waldstaetten dans le pacte de 1291 à la Constitution de 1874, le Conseil fédéral perçoit une évolution continue, aussi bien quant aux principes constitutionnels que, dans le fond, quant aux fonctions dévolues à l'autorité.[2] Pour cautionner scientifi-

* Conférence à la Journée de la SGSH «1848 et l'apport de l'histoire», Berne, 13 mars 1998.

1 Face à la récente inflation des écrits sur la mémoire, le choix a été fait de laisser cet exposé tel quel et de renoncer à lui adjoindre un véritable appareil critique. Les notes sont donc limitées au strict minimum.

2 Les principales tâches de l'Etat n'auraient pas fondamentalement varié depuis le XIIIe siècle: défense contre les ennemis extérieurs, recherche de l'autonomie et de l'indépendance et maintien de l'ordre et du droit. («Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant l'organisation d'une fête séculaire nationale en mémoire de la fondation de la Confédération [1er août 1291], du 14 décembre 1889», *Feuille fédérale* 1889 IV, pp. 892–894).

quement cette entreprise généalogique de la constitutionnalité suisse, le gouvernement commande deux plaquettes, l'une à l'historien Wilhelm Oechsli, nommé en 1887 à l'Ecole polytechnique fédérale, l'autre au spécialiste du droit constitutionnel Carl Hilty.[3] L'une et l'autre soulignent la continuité qui définit la formation de la Confédération helvétique et donc son caractère évolutionnaire.

L'accent mis sur la nature organique de l'Etat confédéral repose sur un choix délibéré. La «tradition inventée», selon l'expression d'Eric Hobsbawm, par les autorités helvétiques à la fin du XIXe siècle se veut expressément intégratrice. Face aux conflits régnant alors, comme l'admet le Conseil fédéral dans le message cité, il s'agit de constituer une «communauté imaginée» qui rassemble et unifie les citoyens dès lors que les références collectives traditionnelles n'ont plus cette fonction. Organiser une fête nationale à laquelle tout Confédéré peut adhérer sans distinction de langue et de confession, c'est créer cet événement symbolique et rituel marquant l'identité du groupe. Pourquoi cette soudaine nécessité d'une fête nationale? On peut citer au moins trois raisons. Premièrement: à l'époque de l'émergence du nationalisme et des Etats-nation, le recours à des représentations symboliques et des pratiques sociales servant à accélérer la formation de la nation et à s'affirmer face à l'étranger était général. La Suisse ne pouvait demeurer en reste face à ses puissants voisins. D'autant que – deuxième élément – durant les dernières décennies du XIXe siècle, nombreuses étaient les forces centrifuges à l'œuvre sur le plan intérieur. Face à la stagnation économique et à la crise du projet de société des forces libérales, couplées au blocage du système politique, l'intégration des citoyens et des divers groupes sociaux devenait pressante. La référence à une destinée commune et la mise en scène de «l'amour pour la libre patrie», pour reprendre une formule du Conseil fédéral, par des cérémonies commémoratives et des rituels célébratifs devaient non seulement cimenter l'unité nationale et la cohésion sociale mais encore redonner de l'élan au pays. Enfin, troisième élément, se jouait alors une partie décisive autour des représentations collectives, et les élites craignaient de se faire prendre de vitesse par une nouvelle force sociale et politique, le mouvement ouvrier. En 1889, la IIe Internationale venaient de proclamer le Premier Mai journée de lutte mais aussi fête des travailleurs.[4] L'on sait aujourd'hui que si

3 Wilhelm Oechsli, *Die Anfänge der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Zur sechsten Säkularfeier des ersten ewigen Bundes vom 1. August 1291 verfasst im Auftrage des Bundesrates,* Zurich 1891. Et: Carl Hilty, *Die Bundesverfassungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Zur sechsten Säkularfeier des ersten ewigen Bundes vom 1. August 1291 geschichtlich dargestellt,* Berne 1891.

4 Cf. Beatrix Mesmer, «Die Pflege des nationalen Sinnes», in *Helvetia unterwegs. Schweizerische Eidgenossenschaft – Ideen und Realitäten. 14 Vorträge gehalten an der Universität Basel,* Bâle, Christoph Merian Verlag, 1991, pp. 43–51, et Georg Kreis, *Der Mythos von 1291. Zur Entstehung des schweizerischen Nationalfeiertags,* Bâle, Friedrich Reinhardt, 1991. Cf. également *Commémorations de l'histoire suisse: 1798–1848–1998*, Berne, Paul Haupt, 1998 (=*Etudes et sources. Revue des Archives fédérales suisses* 24).

les syndicats et le parti socialiste boycottent dans un premier temps les fêtes du 1er Août, ils finiront par y participer définitivement dans les années trente. D'une religion civile à l'autre, entre nationalisme et socialisme, c'est la première qui allait l'emporter. Elle disposait, certes, pour cela d'atouts qui faisaient défaut à la seconde.

Pour s'imposer, les offres identitaires, sur lesquelles repose la mémoire collective, ne peuvent pas uniquement tabler sur des formes mobilisatrices et des contenus attrayants, aussi fondamentaux ceux-ci soient-ils pour créer un sentiment d'appartenance. La référence à des événements et des figures largement connus du passé helvétique s'est révélée indispensable. Par les chroniques et surtout le drame très populaire de Schiller sur Guillaume Tell certaines représentations de l'histoire du Moyen Age étaient à disposition.[5] On pouvait y faire appel, mais encore fallait-il leur donner ce sens qui permettait de fonder l'Etat libéral dans la continuité depuis le XIIIe siècle tout en se gardant que d'aucuns ne songent à recourir à une interprétation différente. Aussi la plaquette de Oechsli précisait-elle bien que les fondateurs de la Confédération étaient de véritables hommes d'Etat, pragmatiques et réalistes, et non pas de ces rêveurs utopistes ou révolutionnaires du *Sturm und Drang.*[6] Et Hilty d'insister dans un esprit hégélien sur la constitutionnalité inscrite en essence dès les débuts dans l'entreprise et qui, grâce au progrès, allait prendre sa forme idéale dans l'Etat fédéral de 1848. Comme l'analysera en 1925 Maurice Halbwachs dans «Les cadres sociaux de la mémoire», la mémoire publique – car c'est d'elle qu'il s'agit – est une construction qui prend appui sur des éléments du passé, mais qui les façonne à la lumière des problématiques du présent. «En résumé», écrit Halbwachs, «les croyances sociales, quelle que soit leur origine, ont un double caractère. Ce sont des traditions ou des souvenirs collectifs, mais ce sont aussi des idées ou des conventions qui résultent de la connaissance du présent.»[7]

En effet, ce n'est qu'intégré dans un cadre conceptuel que les personnages et les faits historiques restent finalement en mémoire. De ce cadre de référence dépend aussi leur interprétation. Or, la représentation du passé, qui est de tout temps un terrain contesté, devient en période de crise – non seulement économique, mais surtout morale, donc de société – un véritable enjeu national. Il ne s'agit pas seulement de ressouder la communauté, mais aussi de redonner aux institutions, voire à l'autorité elle-même, cette légitimité indispensable au bon fonctionnement de la société. Pour cela, des

5 Cf. Guy P. Marchal, «Das Mittelalter und die nationale Geschichtsschreibung der Schweiz», in Susanna Burghartz et al. (dir.), *Spannungen und Widersprüche. Gedenkschrift für Frantisek Graus,* Sigmaringen, Jan Thorbecke, 1992, pp. 91–108.

6 Cf. à ce propos, Mesmer, art. cit., ici p. 47.

7 Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire,* Paris, Albin Michel, 1994, p. 295.

systèmes de valeurs et des croyances communes s'avèrent aussi importants que des règles de conduite générales. Mais comment ceux-ci sont-ils définis?

Face aux défis de la modernité, la Suisse a joué la carte de l'unité en projetant dans le passé lointain les éléments consensuels du présent toujours mouvant. Cette recherche de la stabilité et de la continuité a particulièrement bien réussi en Suisse, car le pays n'a pas connu depuis 1848 de rupture majeure. Des moments de crises bien sûr, des conflits sociaux – que la Suisse en aurait été préservée, voilà un autre mythe –, mais aucune invasion étrangère, aucune occupation, aucun brusque et radical changement de majorité. Cette stabilité politique, toujours confirmée, a sans doute contribué à l'évacuation plus ou moins large de notre mémoire de 1847–1848 avec sa guerre civile, mais aussi l'avénement de la démocratie, ou plus complètement encore, de 1798, avec la domination française mais aussi une première mise en pratique des droits individuels modernes dans ce pays.

Si les libéraux de la fin du XIXe siècle préfèrent l'oubli à la commémoration de 1848 ou de 1798, c'est qu'ils réfléchissent en termes d'unité et d'intégration nationale. La montée d'une pensée néoconservatrice autour de la Première Guerre mondiale, puis plus nettement dans les années trente, laisse apparaître une seconde ligne d'interprétation du passé. Celle-ci fait également l'impasse sur 1848, mais cette fois-ci davantage pour des raisons de principe que d'opportunité. Pour Gonzague de Reynold, porte-drapeau de ce courant, 1848 ne repose plus dans la continuité historique, mais représente une rupture avec la tradition. Cette dernière, le «pays vivant», pour reprendre ses termes, se situe dans le fédéralisme moyenâgeux et l'organisation corporative. La Confédération et les structures étatiques de 1848 sont pour lui un «corps» sans «âme». C'est dans le champ historique qu'ont lieu les controverses, mais l'enjeu est bien sûr politique. Le projet de révision constitutionnelle sur la base du corporatisme est rejeté en votation populaire en 1935, barrant ainsi la route à un changement des structures politiques. Il n'empêche que sous d'autres formes certaines idées associées à une organisation sociale basée sur la communauté locale ou professionnelle gardent une force d'attraction bien au-delà des cercles liés à ce projet de rénovation conservatrice. En effet, dérobée de son monopole d'interprétation, l'historiographie libérale se montre ouverte, dans les années trente, à un glissement de sens. Pour l'historien zurichois Karl Meyer, l'idéal communautaire des vallées alpines préfigure moins l'Etat moderne qu'elle ne le dépasse moralement. Son opposition au national-socialisme est au prix de la construction du mythe de la lutte pour la liberté de nos ancêtres contre la tyrannie des Habsbourg. Une position largement critiquée depuis par les historiens pour sa base plus idéologique que scientifique, mais aussi pour l'objectif

politique de cette interprétation.[8] Celle-ci figure, en effet, au centre du «Sonderfall Schweiz», pierre angulaire de la «défense spirituelle». Elle postule une spécificité helvétique qui, de par sa tradition, s'oppose autant au totalitarisme de droite que de gauche, à l'Etat autoritaire qu'à la lutte des classes. Elle participe donc, par ses préférences et son ancrage historiques, à une construction de mémoire dans laquelle non seulement les socialistes n'ont pas place – à moins d'abandonner la référence à la lutte des classes –, mais dont est finalement congédié aussi 1848 et l'Etat moderne. Les velléités de quelques-uns, tel par exemple un Hans Mühlestein, étruscologue et intellectuel non conformiste qui fuit en 1932 la montée du nazisme en Allemagne et ne retrouvera pas de chaire universitaire en Suisse, d'insuffler une autre orientation à la «défense spirituelle» resteront isolées et finalement vaines. L'idéologie de défense face au fascisme et au national-socialisme ne se référera ni au radicalisme de 1848 ni au discours d'un Gottfried Keller, qui prône un engagement international en faveur des valeurs républicaines et de la liberté.

La figure qui personnifie le mieux les valeurs de la «défense spirituelle» aux yeux des contemporains est le paysan. Proche de la terre, vivant simplement, et ayant une famille nombreuse, il exerce, de plus, une activité productive et incontestablement utile en nourrissant la population. Figure symbolique du passé, héros des Waldstaetten, et personnage clé de la symbiose ville-campagne que l'histoire nationale attribue au Moyen-Age helvétique, le paysan est aussi, dès la fin du XIXe siècle, incontestablement une figure sociale. En fait, cette dernière fait sa véritable entrée dans l'histoire au moment où les paysans sont bien établis en tant que force sociale et politique grâce à l'intelligente direction de leur secrétaire Ernst Laur. Dans les conflits sociaux de l'entre-deux-guerres, les paysans ont prouvé leur utilité. Les nécessités économiques de la guerre feront le reste, même s'il va sans dire que l'autarcie agricole relève du mythe. Signe de la multifonctionnalité de cette figure, on lui attribue toutes les qualités. Outre, son intégrité morale, il est patriote et travailleur. L'usage social de cette représentation s'étend encore à son antisocialisme et à son éloignement de cette culture urbaine et moderniste considérée comme douteuse dans les années de crise et de guerre. Enfin, la famille paysanne incarne communément l'ordre patriarcal traditionnel qui semble alors menacé avec l'émancipation féminine.[9]

8 Cf. Peter Stadler, «Zwischen Klassenkampf, Ständestaat und Genossenschaft. Politische Ideologien im schweizerischen Geschichtsbild der Zwischenkriegszeit», in *Historische Zeitschrift* 219, 1974, no 1, pp. 290–358.

9 «Le paysan» remplace donc avantageusement la figure du «berger» qui avait connu ses heures de gloire dans la première moitié du XIXe siècle.

Si tout cela n'a que fort peu à voir avec la réalité sociale de la paysannerie, ni d'ailleurs avec celle du reste du pays, cette représentation s'est néanmoins avérée opératoire pour assurer la cohésion nationale en période de difficultés économiques et de tensions politiques. D'autant qu'en temps de guerre on passe aisément à la figure du paysan-soldat qui trouve son double dans celle du soldat-citoyen, consacrant par là-même l'unité ville-campagne, l'union de la terre et de la technique industrielle. Précisons qu'il ne s'agit pas ici de faire le procès de cette époque, mais de constater les mécanismes de construction du processus unificateur et identitaire alors à l'œuvre. Car, c'est sans doute ce que la Suisse a trop négligé après-coup: à savoir, *l'analyse* de ces phénomènes. De fait, la réalité était bien plus complexe, contradictoire et, en vérité, moins glorieuse.

Les contemporains en étaient d'ailleurs plus conscients qu'il n'y a paru jusqu'à récemment. Au sortir de la guerre, l'intégration de la Suisse dans le nouveau système international est tout sauf assuré. La Suisse ne fait pas d'emblée partie du camp des vainqueurs. Au niveau économique on s'attend non pas à la longue période de prospérité que l'on a connu, mais à une récession d'après-guerre, et, par conséquent, à des conflits sociaux. On craint pour

Page de couverture d'une brochure de la Ligue du Got reprenant les principaux éléments du «Plan Wahlen». Le professeur de l'Ecole polytechnique fédérale et chef de section à l'Office de guerre pour l'alimentation y met notamment en exergue l'importance du travail de la ménagère pour l'économie nationale.
W. Schweizer-Hug: Die Anbauschlacht. Aus einem Vortrag über «Die Aufgaben unserer Landwirtschaft in der Kriegszeit» von Dr. F. T. Wahlen, Bern 1941.

la stabilité politique intérieure et la cohésion sociale, le Parti socialiste ayant suivi une évolution vers la gauche, le nouveau Parti du Travail attiré un grand nombre d'électeurs et les syndicats se montrant revendicatifs. Or, comme l'ont montré des travaux récents, face aux pressions des Alliés, mais aussi face au malaise, aux discussions, appréhensions et tensions intérieures, la Suisse opère d'importants ajustements, notamment dans sa politique humanitaire et enfin commerciale tout en optant, dans un second temps, pour un véritable travail sur la mémoire. Cette entreprise comporte deux volets bien distincts, même s'ils sont reliés dans leurs effets et par leur influence mutuelle. Il y a d'une part le façonnement de la mémoire publique, ritualisée ou fixée matériellement, par des images et des valeurs, des formules consacrées, des commémorations, des symboles, des statues, des noms de rue ou encore par l'iconographie. Il y a d'autre part l'influence prise sur la mémoire historique par la production d'une histoire officielle faite de rapports des autorités politiques ou militaires, mais aussi d'ouvrages commandités et, enfin, d'une intervention souvent directe de contrôle, voire de censure quant à l'accès aux sources.[10]

La mémoire publique suisse de la Seconde Guerre mondiale repose pour une large part sur la figure symbolique du Général Guisan qui, paradoxalement, en a lui-même été le premier maître d'œuvre. Mais elle comprend conjointement une seconde figure, celle du soldat, qui fonctionne, elle, sur un autre mode identitaire. Celui-ci est en effet plus démocratique et plus direct. Reliées par une même institution, l'armée, et unifiées par le même objectif de défense que symbolise le «réduit», toute une génération d'hommes en armes a pu se reconnaître dans ces deux figures parallèles. Si cette geste résistante est ancrée dans de nombreux lieux de mémoire, elle fut aussi sans cesse renouvelée par des pratiques sociales. Depuis l'«Hommage aux Drapeaux» sur le place fédérale, le 19 août 1945, jusqu'à la commémoration de la Mob en 1989, le rituel du rassemblement militaire a servi, par l'occupation scénique de l'espace public, à la démonstration de l'unité et de la force de l'armée suisse et à la proclamation de sa volonté de défense.[11] Avec l'autarcie agricole, la neutralité et l'aide humanitaire, l'identité nationale suisse reposait ainsi sur quatre solides piliers. Aujourd'hui, cette construction identitaire s'effondre. Il y a différentes raisons à cela. Elles sont d'ailleurs en partie non spécifiques à la Suisse. A la fin de la guerre froide, l'heure est incontestablement à une remise en cause généralisée des cadres de référence dans tous les pays occidentaux. Deuxièmement, dans ces mêmes pays, on

10 Sacha Zala, *Gebändigte Geschichte. Amtliche Historiographie und ihr Malaise mit der Geschichte der Neutralität, 1945–1961,* publié par les Archives fédérales suisses, Berne 1998 (Dossier no 7).

11 Luc van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale 1945–1948. Emergence et construction d'une mémoire publique,* Genève, Ed. Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1998.

constate un peu partout un net détachement de valeurs unificatrices telles que la nation, l'armée ou la religion. D'autres, souvent multiples et diverses, ont pris leur place – un aspect du débat parfois sous-estimé. Troisièmement, le changement des générations aidant, l'attachement émotionnel – d'où sa force – à cette Suisse imaginée s'est relâché. Enfin, quatrièmement, cette représentation démontre actuellement ses faiblesses, ses omissions et exclusions, et son manque de crédibilité n'assure plus la fonction unificatrice de la mémoire publique. Non seulement intervient de plus en plus la sanction des sources contre la vision idéalisée du passé, mais les oublis sur lesquels une telle interprétation était forcément construite sont aujourd'hui par trop sensibles. Des pans entiers de la réalité sociale, tels que les relations commerciales et financières avec le Reich, la dépendance de l'agriculture helvétique des importations d'engrais et de semences en provenance de l'Allemagne, la restabilisation conservatrice entre hommes et femmes, des zones d'ombres comme l'antisémitisme, mais aussi certains actes de courage individuel des Paul Grüninger, Carl Lutz et autres Anne-Marie Imhof-Piguet, qui contrevenaient à l'époque à la politique officielle, sont longtemps restés en dehors du champ de vision.

Avec l'ouverture de la Suisse sur le monde et son intégration à l'Europe, avec l'exigence de justice de la part des personnes spoliées, avec les pressions internationales sur la Suisse, la mémoire collective doit changer. Ce processus est nécessairement conflictuel, puisqu'il remet en question les images traditionnelles en les soumettant à l'opération intellectuelle raisonnée qu'est la science historique. Le rôle de celle-ci est par conséquent fondamental, toutefois ses possibilités sont limitées. En fait, bien des données factuelles et des interprétations, dont les politiciens, les médias et le public sont demandeurs aujourd'hui, étaient déjà mis à disposition par l'histoire depuis des années, sans que la mémoire publique ne se sente obligée d'en tenir compte. Mais alors qu'il y a maintenant demande, il est d'autant plus important de rappeler que les historiens ne sont pas des «techniciens de la vérité», pour reprendre la formule d'Henry Rousso. En réalité, les traces du passé ne sont pas immédiatement lisibles, les sources ne parlent pas d'elles-même. Il faut un travail d'interprétation, par un intermédiaire ou un «traducteur», selon le terme de Marc Bloch, entre le passé et le présent, mais aussi entre le savoir et la mémoire, entre la communauté historienne et le public. Il y a donc forcément des malentendus et des incompréhensions. Depuis Max Weber l'on sait, en outre, que l'histoire n'est pas indépendante des conditions de possibilité de la science historique – conditions tant sociales que historiques. Pas plus ne l'est-elle des stratégies et intérêts des producteurs du savoir, ni des enjeux de pouvoir, ni des usages sociaux de la production historique, ni de sa réception. Il y a donc historicité des connaissances historiques et non

pas production de «la vérité». Comme pour la mémoire et pour le pouvoir, il faudra s'habituer à l'idée que le savoir est pluriel.

Il n'empêche que le débat actuel présente des enjeux cruciaux. Les travaux sur la Deuxième Guerre mondiale seront déterminants pour la redéfinition des principales figures et valeurs de la mémoire ou plus vraisemblablement des mémoires collectives. Je remarque à ce propos – et je terminerai là-dessus – que, si de nombreux aspects négligés et de nombreux groupes exclus réintègrent ainsi l'histoire, c'est toujours un passé au masculin qui est en train de s'écrire. Pourtant, la société en guerre a modifié les rapports sociaux de sexe. Si l'économie de guerre avait quelque chose de particulier, c'est qu'elle faisait appel à la force de travail de toutes les catégories de la population selon des modalités précises. Quoique toute la population ait été mobilisée pour contribuer à la «défense civile», les fonctions attribuées à l'un et à l'autre genre dans l'économie nationale sont restées différentes et hiérarchisées. Cela a permis de construire un passé où un seul groupe a finalement servi de représentation à l'ensemble du pays. Car ce sont les valeurs viriles, les fonctions masculines et enfin des figures d'hommes (le général, le soldat) qui ont été glorifiées autant par l'histoire que par la mémoire. Durant la guerre et bien au-delà l'unité nationale suisse a été forgée par des symboles et des rituels, des qualités et des vertus militaires. Toutes références d'autant moins remises en question qu'elles ne furent jamais entachées par la sordide réalité de l'affrontement militaire. Certes, les femmes avaient elles aussi fait leur devoir. Mais en fin de compte, la Suisse fut sauvée par l'armée et le réduit – et non pas par le sens de l'économie de la ménagère suisse! Comment dès lors intégrer cette réalité à notre vision du passé et comprendre le fonctionnement de cette société en guerre si ce n'est aujourd'hui? Via la commission Bergier, l'histoire est officiellement mandatée pour éclaircir les aspects refoulés de cette période. La commission a déjà, à juste titre, élargi sa problématique. Pourquoi ne pas intégrer aussi la perspective de genre? Nous savons trop bien combien les images historiques influencent les manières de penser et d'agir pour les négliger en vue de la construction d'une société plus ouverte. Car, pour conclure avec Halbwachs: «Tout personnage et tout fait historique, dès qu'il pénètre dans cette mémoire s'y transpose en un enseignement, en une notion, en un symbole; il reçoit un sens; il devient un élément du système d'idées de la société.»[12] Si le passé est aujourd'hui autant en question, c'est à cause des oublis et des exclusions. L'enjeu pour les historiens et les historiennes est dès lors de fournir le cadre pour une construction nouvelle qui rende (autant que possible) justice au rôle de toutes les catégories sociales et de ne pas reproduire sous une forme actualisée une nouvelle perception sélective.

12 Halbwachs, op. cit., p. 296.